

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 12 septembre 2017

Direction des finances

49 2017.RRGR.362 Motion 129-2017 Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC) Adapter les contrats de prestations à la réalité juridique

N° de l'intervention: 129-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.06.2017
Déposée par:
Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC)
(porte-parole
Knutti (Weissenburg, UDC)
Tanner (Ranflüh, UDF)
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Cosignataires: 5
Urgence accordée: Oui 08.06.2017
N° d'ACE: 814/2017 du 16 août 2017
Direction: Direction des finances

Adapter les contrats de prestations à la réalité juridique

Le Conseil-exécutif est chargé de s'assurer qu'à l'avenir, lors de la conclusion de contrats de prestations pluriannuels du canton ou d'un office, la possibilité de les résilier ou de réduire les paiements soit réservée à l'organe compétent en matière financière.

Développement:

Après la votation du dimanche 21 mai 2017, en rapport avec le résultat des votations sur le crédit pour l'aide sociale en matière d'asile, le Conseil-exécutif a indiqué que les 105 millions destinés à l'aide sociale en matière d'asile seraient utilisés en dépit de la décision populaire contraire, car un contrat de prestations a été conclu. Il est inacceptable que des décisions du peuple souverain soient contournées de la sorte dans le canton de Berne. Depuis des années, la Confédération inclut une réserve dans tous ses contrats pluriannuels. Afin de respecter et de garantir la souveraineté financière du parlement et la souveraineté du peuple, dans le canton de Berne, les contrats pluriannuels devraient également inclure une réserve formulée à peu près comme suit: «une réduction des paiements convenus qui incombent au canton (ou à l'office) en conséquence d'une décision parlementaire ou populaire est réservée».

Motivation de l'urgence: la votation du 21 mai 2017 a montré les problèmes liés à l'absence d'une telle clause dans le contrat. Afin d'éviter de telles situations pour tous les contrats futurs, une réserve appropriée devrait être incluse au plus vite dans les contrats.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion exige que les contrats de prestations pluriannuels soient pourvus d'une clause stipulant qu'une réduction ou une résiliation par l'organe compétent en matière financière est réservée. Une clause de cette nature est possible pour réserver l'approbation du budget par le Grand Conseil (réserve relative au budget). Les contrats conclus par la Confédération comportent aussi de telles clauses. Par contre, l'annulation ou la réduction d'une dépense autorisée par l'organe compétent en matière financière est en principe exclue. Toute dépense suppose une base juridique, un crédit budgétaire et l'autorisation de l'organe compétent (art. 105 de la Constitution cantonale du 6 juin 1993¹ et art. 43, al. 1 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations²).

¹ RSB 101.1

L'octroi du crédit d'engagement doit en principe intervenir avant la réalisation (art. 49, al. 3 LFP; sur ce point, voir également la réponse du Conseil-exécutif à la M-125-2017 «Meilleure planification des affaires de crédit»).

En pratique, un grand nombre de contrats sont d'ores et déjà conclus sous réserve de l'approbation du budget, conformément à ce que réclame la motion. Cela ne pose aucun problème dans de nombreux cas, mais peut s'avérer problématique dans le cas des contrats pluriannuels portant sur un important volume de prestations et pour l'exécution desquels des tiers doivent réaliser de gros investissements en amont (personnel, location de locaux supplémentaires, constructions, etc.). Lorsque la durée du contrat est garantie, la partie tierce peut amortir ces investissements sur une durée appropriée. Si le canton introduisait dans chaque contrat une clause lui réservant la possibilité de réduire les fonds ou de résilier le contrat unilatéralement à brève échéance en vertu de décisions financières, personne ne voudrait plus signer ces contrats ou seulement à des conditions tarifaires plus élevées (supplément-risque). Cela serait préjudiciable au canton, car il risquerait aussi d'y perdre de sa crédibilité et de ternir sa réputation et, au final, de compromettre l'accomplissement des tâches légales.

L'exemple suivant illustre bien le problème:

Pour les transports locaux et régionaux, l'Office des transports publics et de la coordination des transports conclut des conventions de prestations d'une durée de deux ans avec les entreprises de transport. Ces conventions sont d'ores et déjà passées sous réserve de l'approbation du budget et ne sont officiellement signées qu'après. En pratique, une offre de transports ne peut toutefois pas être modifiée, et encore moins annulée, à n'importe quel moment avec effet immédiat, car la procédure de commande est régie par le droit fédéral et que la Confédération fixe les délais applicables. En outre, les entreprises de transport se sont équipées pour l'exploitation pluriannuelle d'une ligne. Toute résiliation anticipée d'une convention de prestations serait contraire à l'arrêté sur l'offre de transports publics du Grand Conseil, qui porte toujours sur une période de quatre ans.

Il faut signaler sur ce point que les autorisations relatives à des dépenses périodiques doivent être accordées pour une durée limitée en vertu de l'article 154a, alinéa 1 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations³. Le délai au terme duquel il est recommandé de contrôler l'autorisation varie essentiellement en fonction des éléments du cas considéré (p. ex. de la durée d'un contrat, etc.). Dans ce contexte, il faut éviter d'avoir à renouveler des autorisations de dépenses alors que le contrôle ne laisse aucune marge de manœuvre. Pour autant que les circonstances du cas particulier n'exigent pas une durée plus longue, les autorisations de dépenses périodiques sont en général valables pour une durée de cinq ans, au maximum de dix ans (art. 154a, al. 2 OFP).

L'article 101, alinéa 1 de la Constitution cantonale contraint les autorités à une gestion économe et efficace des finances. Comme le montre l'exemple ci-dessus, il serait dans certains cas impossible de respecter cette obligation s'il fallait appliquer la présente motion à la lettre.

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la motion, en précisant néanmoins que son application à la lettre ne lui paraît pas judicieuse pour les raisons exposées ci-avant. Estimant que l'exigence formulée est d'ores et déjà correctement mise en pratique lorsque c'est possible, il propose également son classement.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 49. Die Regierung ist bereit, diese Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Wir führen eine freie Debatte. Die Motionärin hat das Wort.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Die direkte Demokratie ist in der Schweiz so ausgestattet, dass die Stimmbürger als Souverän auf allen Staatsebenen, auch bei uns im Kanton Bern, als Inhaber der obersten Gewalt in Sachfragen abschliessend entscheiden können. So erklärt es zumindest Wikipedia. Bei meinem Eintritt in den Grossen Rat habe ich einen Eid auf die Verfassung geschworen. Ich habe geschworen, die Verfassung und die verfassungsmässigen Rechte der Bürgerinnen und Bürger zu respektieren. Für mich sind das keine leeren Worte. Mir bedeutet dieser Schwur etwas und für mich ist die Verfassung nicht irgendein Tierbuch. Was ich an der Medienkonferenz vom 21. Mai nach der Abstimmung über den Asylsozialhilfekredit habe erleben müssen, hat

² LFP, RSB 620.0

³ OFP, RSB 621.1

mein Demokratieverständnis zutiefst erschüttert und mich noch sehr lange beschäftigt. Unser Polizei- und Militärdirektor sagte, ein Teil dieser Asyilmillionen seien ohnehin bereits ausgegeben und den Rest würden wir auch noch verbrauchen, weil wir ja laufende Verträge hätten. Mit anderen Worten, diese Verträge, welche die Verwaltung mit irgendwelchen Leistungserbringern abgeschlossen haben, werden über einen Entscheid des Souveräns gestellt. Stellen Sie sich das einmal vor!

Was ich hier einmal geschworen habe, gilt für mich. Deshalb halte ich an meiner Forderung in Form einer Motion fest, künftig bei Verträgen analog zur heutigen Praxis des Bundes auch im Kanton Bern eine Kürzungs- oder Kündigungsklausel einzufügen, damit Entscheide des Souveräns jederzeit umgesetzt werden können. Ich bitte Sie, halten Sie sich auch an Ihren Eid. Respektieren Sie unsere Verfassung und stimmen Sie dieser Motion zu. Dadurch können Volksentscheide künftig befolgt und umgesetzt und nicht mehr mit der Begründung ignoriert werden, eine Umsetzung sei leider aufgrund von laufenden Verträgen nicht möglich, wie das am 21. Mai geschehen ist. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion auch nicht abzuschreiben.

La présidente. Möchte sich noch ein Mitmotionär äussern? – Das ist nicht der Fall. Dann starten wir direkt mit den Fraktionen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ja, wir alle hier im Grossen Rat haben geschworen. Aber vielleicht haben wir etwas andere Inhalte und andere Schwerpunkte, wem und was gegenüber wir uns verpflichtet haben. Ich habe mich hier verpflichtet, die Verantwortung zu übernehmen, dass wir bei besonderen Herausforderungen in unserem Kanton, das Vertrauen in die Regierung haben, dass sie diese besonderen Herausforderungen wahrnimmt und umsetzt. Ich habe mich verpflichtet, das Gesetz anzunehmen, und ich habe mich auch verpflichtet, sinnvolle und pragmatische Umsetzungen zu unterstützen, aber eben keine buchstabentreuen.

99 Prozent unserer Leistungsverträge werden ganz klar buchstabentreu umgesetzt. Das hat Frau Regierungsrätin Simon klar gesagt. Ab und zu braucht es aber den gesunden Menschenverstand, und es erstaunt mich besonders von Ihrer Seite, wo es einige Berglerinnen und Bergler gibt, die viel näher an den Naturgewalten sind, viel näher am Phänomen, wo nicht alles voraussehbar und planbar ist. Wir sind alle froh, dann eine Regierung zu haben, die auch solche Herausforderungen pragmatisch angehen und angemessen Geld sprechen kann, und mich erstaunt, dass das gar keinen Platz in Ihren Köpfen hat.

Für unsere Fraktion ist klar, dass solche Herausforderungen im Bereich der UMA auch über Jahre nicht voraussehbar sind, und dass es richtig ist, hier adäquat und schnell zu reagieren. Und wenn wir immer davon sprechen, dass wir hier alle Volksvertreter sind, sage ich auch: Wir alle haben eine Regierung gewählt. Wir alle haben eine Zusammensetzung der Regierung gewählt, und entweder vertrauen wir der Regierung, dass sie situationsgerecht und adäquat Entscheide fällt und diese durchzieht, oder sonst brauchen wir gar keine Regierung mehr. Dann können wir ihren Job übernehmen. Und weil es uns wichtig ist, dass wir eine Regierung haben, die unmittelbar und schnell reagiert, werden wir diese Motion analog der Regierung unterstützen. Ein grosser Teil von uns wird sie auch abschreiben, weil wir dieser Regierung vertrauen, dass sie ihren Job auch weiterhin situationsgerecht und nicht nur buchstabentreu wahrnimmt und auch dementsprechende Kredite in den Grossen Rat bringt.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Zuerst möchte ich mich bei der Regierung für die Antwort herzlich bedanken. Mir scheint, der Regierungsrat schildert das Dilemma sehr nachvollziehbar, und ich spreche hier nun auch grundsätzlich und nicht unbedingt auf einen Einzelfall bezogen. Hier kommt vielleicht eine weitere Dimension etwas zu kurz, nämlich die demokratiepolitische. Es ist unbefriedigend, wenn wir dem Volk gemäss unseren Regeln die Frage stellen, ob es eine bestimmte Ausgabe tätigen will, eine Mehrheit nein sagt, und wir danach sagen müssen: Ausgeben müssen wir es trotzdem. Das führt genau zu dem, was wir nicht wollen. Das führt dazu, dass die Leute sagen: Die machen ja ohnehin, was sie wollen. Und das fördert vielleicht auch, dass die Leute unsachlich abstimmen, weil sie eine Art Denkmittel verpassen wollen. Das tun sie dann möglicherweise, weil sie merken, dass Ihnen Vorlagen unterbreitet werden und ihr Wille dann doch nicht umgesetzt wird.

Das möchten wir nicht. Deshalb muss man hier etwas aufpassen. Man kann nicht einfach sagen, wie vorher Kollegin Mühlheim, es müsse einfach pragmatisch sein und wir sollen doch Vertrauen haben und das Geld dann trotzdem ausgeben, auch wenn das finanzkompetente Organ dazu nein gesagt hat. Das finde ich etwas problematisch.

Allerdings sehe ich natürlich auch, dass der Regierungsrat in einem gewissen Dilemma steckt. Das geht aus der Antwort klar hervor. Wir sind aber dankbar, dass auch der Regierungsrat sagt, er wolle diese Motion annehmen. Die SVP-Fraktion unterstützt das.

Zur Abschreibung: Im letzten Geschäft haben Sie den Präsidenten der FiKo gehört. Er hat dargelegt, dass sich die FiKo noch mit diesen Verträgen befassen und sie etwas genauer ausleuchten wird. Mir scheint nun, dass man gegenwärtig auf diese Abschreibung verzichten sollte, weil die Abklärungen ja noch im Gange sind. Stimmen Sie also bitte gegen die Abschreibung.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Der Regierungsrat soll künftig bei Abschlüssen von mehrjährigen Leistungsverträgen mögliche Kündigungen oder Kürzungen vorbehalten. Wie schon beim vorherigen Vorstoss erläutert, muss grundsätzlich jeder Verpflichtungskredit vor der Realisierung bewilligt sein. Es gibt heute schon verschiedenste Verträge, die eine Vorbehaltsklausel bezüglich der Genehmigung durch das zuständige Organ enthalten. Wie wir auch gehört haben, will sich die FiKo diesen Verträgen noch genauer annehmen.

In verschiedensten Fällen ist die Forderung unproblematisch. Muss aber der Vertragspartner Investitionen tätigen, so muss er auch deren Amortisationen in seine Berechnungen integrieren können. Wird für den Vertragsabschluss eine kürzere Dauer gewählt, so muss die Investition auch in einer kürzeren Dauer abgeschrieben werden können. Das führt automatisch zu höheren Kosten.

Wichtig ist, dass der Kanton weiterhin ein verlässlicher Vertragspartner bleibt. Andernfalls muss damit gerechnet werden, dass die Partner nicht mehr zu Vertragsabschlüssen bereit sind. Das kann sich negativ auf die Aufgabenerfüllung des Kantons auswirken und zu höheren Kosten führen.

Schon heute werden verschiedene Aufgaben für einen längeren Zeitraum ausgeschrieben, beispielsweise für vier Jahre. Diese basieren dann auch auf einer Kalkulation von vier Jahren. Muss damit gerechnet werden, dass ein solcher Vertrag bereits nach zwei Jahren aufgelöst wird, muss die Investition anders abgeschrieben werden, was auch aus Kostensicht unvernünftig ist. Wir wollen sparsame und wirtschaftliche Lösungen, die auch fair gegenüber unseren Vertragspartnern sind. Die BDP-Fraktion unterstützt deshalb den Antrag des Regierungsrats einstimmig.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Tatsächlich ist es wie beim vorherigen Traktandum. Hier geht es indirekt um eine UMA-Abstimmung. Wir müssen einfach aufpassen, dass wir nicht alle Verträge in denselben Topf werfen. Es gibt andere Themen, die mit Leistungsverträgen sehr gut laufen. Zudem geht die FDP davon aus, dass abgeschlossene Leistungsverträge irgendwann einmal genehmigt wurden.

Die FDP-Fraktion ist mit der Antwort und vor allem auch mit der Praxis des Regierungsrats einverstanden. Ein Vorredner hat gesagt, man müsse auch akzeptieren, dass Konventionalstrafen anfallen können, wenn man ausserordentlich oder kurzfristig kündigt, und dadurch würden die Leistungen teurer. Gäbe es viele solche Kündigungen bestünde wirklich die Gefahr, dass der Kanton nicht mehr als verlässlich gilt. Die FDP wird die Motion mehrheitlich annehmen und auch abschreiben.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion wird dem Regierungsrat folgen und auch der Abschreibung zustimmen. Grundsätzlich sind wir mit der Motionärin und mit dem Regierungsrat einig, dass das finanzkompetente Organ zu dem, was es beschliessen kann, auch etwas zu sagen haben muss. Ich persönlich komme nicht in den Grossen Rat, um irgendwelche Kredite einfach durchzuwinken, weil die Verträge bereits unterschrieben sind.

Beim Asylokredit fragen wir uns aber, wer hier wen veräppeln will. Bekanntlich war es so, dass wir dem Konzept der UMA-Betreuung hier im Grossen Rat bereits zugestimmt hatten, bevor wir den Kredit genehmigten. Gegen das Konzept wurde nicht das Referendum ergriffen, sondern nur gegen den Kredit. Wir konnten damals nicht wissen, dass so viele UMA zu uns kommen und wir deshalb auch den Kredit erhöhen müssen. Daher fragen wir uns, ob bei diesem Referendum unsere wertvolle direkte Demokratie nicht einfach überreizt wurde. Aus Sicht der EVP ist das Staatswesen für die Menschen gemacht und nicht umgekehrt.

Hier ging es darum, dass eine Minderheit gegen die Spezialbetreuung der UMA war, deshalb dieses Referendum ergriffen hat und ihren Willen durchsetzen wollte. Die EVP ist der Meinung, dass die Handhabung der Leistungsverträge sich in den letzten Jahren verbessert hat. Dieser Fall ist eine Ausnahme, bei der eben das System überreizt wurde. Es ist nicht so, dass wir dauernd über Kredite abstimmen müssen, die bereits ausgegeben wurden, wie Grossrätin Gschwend gesagt hat. Verbessert bedeutet für uns, dass man einerseits das finanzkompetente Organ rechtzeitig entscheiden lässt und andererseits darauf achtet, dass Verträge zu möglichst günstigen Bedingungen ausgehan-

delt werden. Wir stehen hinter der Linie des Regierungsrats und werden diese Motion deshalb abschreiben.

Daniel Wyrsch, Gegenstorf (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist natürlich für Demokratie! Mit dieser Motion wird ein wenig stipuliert, dass nicht alles mit rechten Dingen zugeht. Das stört uns. Wir haben grosses Vertrauen in unseren Regierungsrat, dass er solche Verträge rechtens abschliesst. Wenn Zweifel aufkommen, gibt es Aufsichtskommissionen, welche die einzelnen Verträge anschauen. Das tut nun die FiKo in einem Fall. Manchmal ist es für den Regierungsrat nicht ganz einfach, und er muss pragmatisch vorgehen. Das wissen diejenigen, die grosse Exekutiverfahrung haben. Auch Leistungsvereinbarungen zu machen ist nicht einfach, das haben schon Vorredner gesagt. Deshalb wird unsere Fraktion diese Motion ablehnen und sie abschreiben, wenn sie angenommen wird.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Wir von der EDU stimmen der Motion zu und schreiben sie nicht ab. Man muss bei Verträgen darauf achten, dass man noch reagieren kann, wenn es Volksentscheide gibt. Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen und nicht abzuschreiben.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Das Votum von Kollegin Streit hat mich noch ans Rednerpult gerufen. Erstens geht es um eine grundsätzliche Frage und nicht einfach nur um einen zurückliegenden Einzelfall. Wir müssen auch etwas nach vorne schauen. Zweitens wurde gesagt, es sei einfach eine Minderheit gewesen, die das Referendum ergriffen hatte. Es ist immer so, dass diejenigen, die nicht einverstanden sind, das Referendum ergreifen. Sonst käme ja kein Referendum zustande. Auch künftig wird das so sein. Und wenn sie das machen, dann sollten die Stimmberechtigten in der Lage sein, diese Verantwortung zu übernehmen. Aber sie sollten auch wissen, dass sie die Verantwortung übernehmen, und das können sie nur, wenn sie auch sicher sind, dass dann auch geschieht, was sie beschliessen.

Wenn wir ein System haben, wo die Leute zwar abstimmen können, aber es geschieht dann vielleicht auch etwas anderes, dann werden die Leute zunehmend denken, dass sie ja abstimmen können, wie sie wollen, dass aber die Zuständigen dann schon irgend etwas anderes machen. Ob das dann richtig oder falsch ist, spielt keine Rolle, aber jedenfalls ist es nicht das, wofür sie abgestimmt haben. Das rüttelt an den Grundlagen unseres Staatswesens. Deshalb sind wir meines Erachtens gut beraten, wenn wir grundsätzlich versuchen, gute Abstimmungsfragen zu stellen und danach das zu tun, was die Mehrheit will.

La présidente. Als nächstes spricht Grossrat Knutti, vermutlich als Mitmotionär.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Es spielt keine Rolle, ob ich jetzt als Mitmotionär oder als Einzelsprecher am Rednerpult stehe. Ich habe doch gestaunt, wie einfallsreich man hier war. Aber einen wirklichen Grund, weshalb man der Abschreibung zustimmen will, habe ich eigentlich nicht gehört. Kollegin Mühlheim argumentiert mit Bergler und Natur. Ich bin natürlich froh, nahe bei der Natur zu sein. Deshalb bin ich an diesem Vorstoss derart interessiert, und ich lade Sie gerne einmal ein, in die Natur zu kommen. Das würde sicher nichts schaden, auch Kollege Feller nicht, der sich hier mit Ausreden schmückt oder Kollege Wyrsch, der von «pragmatischen» Lösungen spricht. Ist es pragmatisch, wenn Regierungsrat Käser am Abstimmungssonntag sagt, das Volk habe das zwar beschlossen, aber wir hätten mit dieser Organisation Verträge bis 2019, deshalb müsse das Geld gleichwohl gebraucht werden? Das ist nicht pragmatisch! Das ist das Volk hintergehen und nichts Anderes. Da müssen wir als Parlament eingreifen. Sonst kommt es nicht gut heraus, und das Volk hegt ein Misstrauen uns gegenüber. Das dürfen wir nicht geschehen lassen. Deshalb müssen wir diesen Vorstoss so überweisen. Das ist ein ganz wichtiger Vorstoss und ich bitte Sie, ihn nicht abzuschreiben.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wir sind ja ein Parlament um zu debattieren, und wenn nun so viel gesprochen wird, nehme ich mir die Freiheit, als Einzelsprecher auch noch etwas zu sagen. All diese Vorwürfe, die hier in den Raum gestellt wurden, bleiben offenbar von vielen unwidersprochen. Man nimmt es einfach hin, dass die rechte Seite, die hier im Saal des Grossen Rats in der Mitte

sitzt, gewisse Dinge in diesen Ratssaal rufen kann und damit den verständlichen Unmut noch etwas weiter köchelt.

Doch jeder unserer Entscheide war rechtsstaatlich und ist gemäss unserer Verfassung auch korrekt. Schauen wir doch die Verfassung noch etwas genauer an. Hier stehen nämlich auch noch andere Dinge. Zudem mussten wir andere Punkte erfüllen, nach welchen alles rechtsstaatlich gelaufen ist. Natürlich kann man das Referendum ergreifen und das nun hier vorne noch ein wenig aufschaukeln und von Misstrauen sprechen. Man kann das hundertmal sagen.

Aber erklären Sie doch als Politikerinnen und Politiker den Leuten auch, wie unser Staatswesen funktioniert. Nicht alles ist schwarz und weiss. Alles ist immer etwas komplizierter, auch unsere Entscheide hier. Wir sind doch auch froh, dass der Staat die Aufgabe übernimmt und das tut, was getan werden muss. Unser Staat ist auch darauf angewiesen, dass wir die Asylsuchenden betreuen, wenn sie hier sind. Das kommt auch aus unserer Demokratie. Nun kann man hier vorne schon sagen, die Demokratie würde wegen diesem Volksentscheid leiden. – Überhaupt nicht! Das wurde entschieden. Aber diese Aufgabe hat bereits bestanden, und man muss diese nach Treu und Glauben bestmöglich erfüllen.

Zu all denen, die nun in diesem konkreten Fall Firmen angreifen: Es geht immer auch um Mitarbeitende, die von ihrer Arbeit ein Auskommen und eine gewisse Rechtssicherheit haben müssen. Wenn nun die SVP hier sagt, das Volk könne nicht entscheiden und das sei keine Demokratie oder die Demokratie sei beschädigt, dann schauen sie noch einmal das Landeskirchengesetz an. Kann dort das Volk entscheiden, wie viel Geld wir den Landeskirchen geben? Das haben Sie entschieden! Keine Stimme von der SVP hat sich dafür eingesetzt, dass man die Beiträge für die Landeskirchen dem Referendum unterstellt. Der Grosse Rat soll abschliessend darüber befinden, dass man den Landeskirchen diese Millionen gibt. Das können wir in der zweiten Lesung noch ändern. Wenn sie das Volk derart in den Vordergrund stellen, könnten Sie ja dort noch einen Antrag stellen. Dann könnte das Volk ein Referendum ergreifen und wir könnten diese Diskussion dann vielleicht auch wieder führen. Das ist nur ein kleiner Gedankenanstoss.

Hören wir doch auf damit und erklären den Leuten, dass die Situation schwierig war. Hören wir auf, hier vorne ein wenig Stammtischdiskussionen zu führen und gewisse Leute anzugreifen. Erklären wir besser den Leuten, wie es war!

La présidente. Die Motionärin möchte sich nach der Regierungsrätin äussern.

Beatrice Simon, directrice des finances. Tatsächlich kann man in jeder Vereinbarung einen Budgetvorbehalt machen. In der Praxis ist das gang und gäbe und wird sehr oft gemacht. Wir leben also genau das, was die Motionärin fordert. Meist ist das unproblematisch, aber gerade bei mehrjährigen Verträgen mit einem grösseren Leistungsumfang können sich speziell dann Probleme ergeben, wenn Dritte erhebliche Investitionen tätigen oder Vorleistungen erbringen müssen. Dies gilt beispielweise für Personal, das man anstellen, Gebäude die man mieten oder auch, wenn man etwas bauen muss. Wird eine bestimmte Vertragsdauer garantiert, dann hat unser Vertragspartner also die Möglichkeit, diese Investitionen über eine angemessene Dauer abzuschreiben. Würde der Kanton hingegen in jedem Vertrag die Möglichkeit aufnehmen, diesen aus finanziellen Gründen plötzlich zu kürzen oder ganz zu kündigen, dann würden die Vertragspartner verständlicherweise keinen Vertrag machen oder nur einen, der entsprechende Risikozuschläge einbezieht.

Im Grunde gilt dasselbe, wie vorhin bei der Motion Knutti: Wir sind auch der Kantonsverfassung verpflichtet. Als Behörde müssen wir dafür sorgen und so handeln, dass unser Haushalt nicht unnötig belastet wird. Wenn man diesen Vorstoss buchstabengetreu umsetzen würde, wäre genau dieser Punkt nicht mehr erfüllt. Indem wir die Motion annehmen, zeigen wir ja auch Verständnis für das Anliegen. Aus Sicht des Regierungsrats ist dieses Anliegen wirklich gerechtfertigt. Aber wie gesagt ist hier eine buchstabengetreue Umsetzung nicht sinnvoll. Manchmal muss man eine Sache halt pragmatisch angehen. Weil der Regierungsrat der Auffassung ist, das Anliegen werde in der Praxis gelebt, wie ich vorhin dargelegt habe, schlagen wir Annahme der Motion und gleichzeitige Abschreibung vor. Danke, wenn Sie dies unterstützen.

La présidente. Die Motionärin hat noch einmal das Wort.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Grossrätin Mühlheim, offenbar haben wir nicht den gleichen Eid geleistet. Ich habe mich dem Volk verpflichtet und dessen verfassungsmässigen Rechten. Das Volk ist mein Chef, es ist der Souverän und steht über allem. Entscheide des Regierungs-

rats mit einer Naturgewalt zu vergleichen, scheint mir zudem leicht daneben. Das wage ich als Nicht-Berglerin zu sagen.

Ich bin ehrlich bestürzt! Ihren Voten hier im Grossen Rat ist zu entnehmen, dass Sie Verträge, Vertrauen in den Regierungsrat und das Wohlbefinden von Leistungserbringern höher gewichten als Volksentscheide an der Urne. Sie suchen Ausrede um Ausrede, weshalb man das nicht umsetzen kann oder soll. Das entsetzt mich, und ich frage mich, wohin das die direkte Demokratie führen wird. Da muss man sich nicht wundern, wenn man aus der Bevölkerung nur noch hört: Ich gehe nicht mehr abstimmen, weil «die z'Bärn obe» ja ohnehin machen, was sie wollen. Die Bevölkerung hat Recht! Für mich ist das echt tragisch. – Und noch ein Satz zur Minderheit, die das Referendum ergriffen hat: Ich vertrete hier im Grossen Rat nicht mehr diese Minderheit. Ich vertrete die Mehrheit des Volkes, die eine Abstimmung angenommen hat. Und ich sehe mich als Knecht des Volkes, als Demokratin und sage deshalb zu diesem Vorstoss ohne Abschreibung ja.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über Traktandum 49. Wer die Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 99

Non 41

Abstentions 2

La présidente. Sie haben diese Motion angenommen. Wer sie abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 89

Non 52

Abstentions 0

La présidente. Sie haben die Motion abgeschrieben.